

Date de mise en ligne : 27 mars 2025

ARRETE N° 2025/093

Page 2025/93

AUTORISATION ÉCHAFAUDAGE

18 RUE DU PETIT RIVAGE - DU 30 MARS AU 7 AVRIL 2025

6.1 Police Municipale

Le Maire de La Charité-sur-Loire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Sécurité Intérieure et ses articles L 131-1 et L 131-2-1,

VU le Code de la Route et les textes subséquents,

VU les règlements et arrêtés municipaux concernant la circulation dans l'agglomération de La Charité sur Loire et notamment l'arrêté n° 83 du 31 juillet 1981 réglementant la circulation et le stationnement,

VU la demande de monsieur DELAGE Alain, en date du 18 mars 2025,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'autoriser l'utilisation du domaine public afin de permettre la pose d'un échafaudage 5,5 ml pour des travaux de réparation rive de tuiles et de gouttière en zinc, au sis 18 rue du Petit Rivage, du 30 mars au 7 avril 2025.

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur DELAGE Alain, est autorisé à installer un échafaudage de 5,5 ml, au droit du 18 rue du Petit Rivage, afin de permettre des travaux de réparation de rive de tuiles et de gouttière en zinc, du 30 mars au 7 avril 2025.

ARTICLE 2 : Monsieur DELAGE Alain est tenu de veiller à la circulation et à la sécurité tant des piétons qu'à celle des automobilistes au droit des travaux et au stationnement, la circulation devant être maintenue pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 3 : L'échafaudage doit être rigide et amarré à tout point présentant une résistance suffisante. Une protection appropriée contre le risque de chute de hauteur et le risque de chute d'objet doit être assuré à tout niveau de l'échafaudage lors de son montage, de son utilisation, de son démontage ou de sa transformation.

ARTICLE 4 : Du fait de l'extinction de l'éclairage public au cœur de la nuit (entre minuit et cinq heures du matin) le chantier est balisé au moyen de feux de chantier (clignotants).

ARTICLE 5 : Le nettoyage et les dégradations éventuelles occasionnés aux trottoirs et chaussées doivent être effectués dans un délai de 48 heures.

ARTICLE 6 : La fourniture et la mise en place de la signalisation réglementaire est à la charge du demandeur.

ARTICLE 7 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est inscrit au Registre des Arrêtés de la ville de La Charité-sur-Loire.

ARTICLE 9 : La Direction Générale des Services, la Direction des Services Techniques, le service de Police municipale, la Brigade de gendarmerie, et d'une manière générale, tous les services assermentés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : En application des dispositions du décret N°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans le délai de 2 mois devant le Tribunal Administratif de Dijon par voie postale au 22 Rue d'Arras – 21000 DIJON ou par l'application informatique « Télérécourcs citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ou <http://citoyens.telerecours.fr>

Fait à La Charité-sur-Loire,
Le 26 mars 2025



Pour le Maire, par délégation,
Le 1^{er} Adjoint, Jean-Claude CHARRET